

Questions à Michel Griffon : comment instruire le débat OGM ?

Mission Agrobiosciences : Selon vous sur quoi porte le débat ogm ?

M.G. : Le problème du débat sur les ogm, c'est qu'il s'agit plus d'un pugilat et qui est fortement médiatisé, les deux choses étant liées, qu'un véritable débat. De ce fait on retient surtout qu'il s'agit d'un combat entre ceux qui sont totalement pour et ceux qui sont totalement contre devant une opinion publique globalement inquiète. L'important est plutôt d'en sortir par le haut et de commencer par savoir précisément sur quoi porte l'antagonisme.

C'est d'abord l'existence d'un risque éventuel pour la santé humaine, éventuellement la santé animale, l'environnement.

C'est aussi la question de la propriété par les entreprises semencières des variétés cultivées, propriété conférée par un brevet pendant une certaine durée. Les entreprises concernées, un petit nombre d'entreprises internationales, échappent en grande partie au pouvoir des Etats et donc au contrôle des sociétés. Avec le temps, elles pourraient devenir propriétaires d'un grand nombre des variétés cultivées et les agriculteurs seraient de simples utilisateurs de ces variétés sans droit de les reproduire, tout cela alors que, depuis que l'agriculture existe, les agriculteurs détenaient les variétés cultivées et les amélioraient pour le bien commun. On peut supposer effectivement que si les choses continuent ainsi, les agriculteurs ne détiendront aucune des futures grandes variétés efficaces. Ce qui est en train de se produire est donc une rupture historique dans la propriété du contenu génétique des semences.

C'est aussi une question politique. L'Etat est appelé à trancher rapidement alors que la difficulté à trancher l'amène naturellement à différer les décisions en espérant peut être que les différentes parties prenantes se fatigueront avec le temps.

C'est enfin une question éthique à caractère général sur le droit que nous aurions à modifier l'ordre génétique du monde vivant.

Les débats sont compliqués par le fait que l'on mélange en permanence des questions à caractère général –qui concernent tous les ogm- et des questions à caractère spécifique à chaque ogm. Quand on pose la question « êtes-vous pour ou contre les ogm ? », c'est une question qui n'a pas de sens parce qu'il y a déjà un nombre important d'ogm, sans compter ceux du futur, et qui sont différents en termes de propriété publique ou privée, en termes d'enjeux économiques et sociaux, en termes d'enjeux environnementaux, et d'enjeux pour la santé humaine ou la santé animale. De quoi parle t'on ? Donc répondre à la question générale « êtes-vous pour ou contre les ogm ? », qui est la question rituelle parce que l'on est dans un conflit et que l'on est dans un moment où il faut se déterminer, amène logiquement à répondre non pas de manière générale mais de manière particulière à chaque cas. Je sais que dans ce conflit, dire que l'on souhaite répondre au cas par cas vous classe ipso facto pour les anti-ogm dans les rangs des pro-ogm. Mais on ne peut pas échapper au fait qu'il y a bien des questions spécifiques auxquelles il faut répondre au cas par cas –par exemple les transferts de gènes dans la nature-, et des questions générales –comme la propriété intellectuelle- qu'il faut aussi traiter.

Mission Agrobiosciences : Comment pourriez-vous aborder cette question du point de vue des pays en développement ?

M.G. : D'abord, dans les pays en développement, les ogm concernent surtout le coton et dans une moindre mesure le soja. Les semences sont proposées par les grandes firmes semencières. Leur culture n'est possible qu'après que les autorisations aient été données par les gouvernements. Il y a là, comme dans beaucoup d'autres domaines matière à corruption. Mais surtout, ces semences sont souvent présentées comme pouvant entraîner des gains généralisés, en particulier en matière d'augmentation des rendements et de diminution de coûts de traitement pesticide (pour les ogm résistant à des ravageurs). Des travaux encore ponctuels montrent qu'il faut rester prudent sur les conséquences sur les rendements et les revenus. On est dans tous les cas très loin du miracle permettant d'accroître fortement la production et de réduire la sous-alimentation, ou même très loin simplement des accroissements de rendements permis autrefois par la Révolution Verte. Les ogm actuels ne sont d'ailleurs pas conçus fondamentalement pour accroître fortement les rendements. Ils contribuent à réduire les pressions des attaques phytosanitaires ou la concurrence des mauvaises herbes ce qui est loin d'être négligeable. C'est très utile pour le coton, puisque c'est une plante très attaquée par les insectes et si l'on veut la protéger on utilise des doses très importantes de pesticides. L'utilisation des pesticides dans les pays en voie de développement est en général très dangereuse pour la santé des gens. L'utilisation des ogm pesticides permettrait sans doute des gains en termes de santé. De même, l'utilisation d'ogm résistants à des herbicides totaux comme le glyphosate, très largement utilisé en Amérique Latine, notamment en Argentine et au Brésil, permet de réduire les dépenses de contrôle des mauvaises herbes par des moyens mécaniques. Mais cela accroît les dépenses pour les achats d'ogm. Ainsi, le gain de firmes et le gain des producteurs s'arbitre par les prix des semences.

La solution aux problèmes de sous alimentation est incroyablement plus compliquée que la réponse technique qui consisterait à améliorer les rendements à partir de semences ogm. Il y a toujours la croyance qu'une variété miracle va augmenter la production, mais on oublie toutes les autres conditions de succès qui sont fort nombreuses. Ce n'est pas la seule variété nouvelle qui permettra de résoudre en soi le problème complexe de la sous alimentation. Et ce n'est donc pas parce qu'on a avec les ogm une nouvelle technologie génétique, que par la génétique on résoudra un problème qui n'a jamais été résolu autrefois par la génétique toute seule. L'argument selon lequel les ogm actuellement diffusés dans les pays en développement augmenteraient les rendements n'est pas démontré. Cela a surtout été un argument publicitaire qui n'a d'ailleurs pas amélioré la qualité du débat.

Mission Agrobiosciences : Quelle appréciation portez-vous sur le débat concernant la coexistence entre culture ogm et culture non-ogm ?

M.G. : C'est d'abord une question qui ne peut trouver de réponse qu'avec des études précises. Il faut savoir quelles sont les capacités de migration des pollens des différentes espèces. Il y aura certainement des cas où la co-existence de filières ogm et non ogm seront certainement très difficiles en raison de la capacité des pollens à voyager à longue distance, d'autres cas où ce sera possible. On ne pourra trancher que sur la base d'analyses fines. Il est pourtant vraisemblable que dans bon nombre de cas, la généralisation des ogm aboutisse à l'impossibilité d'une coexistence sans pouvoir garantir le mélange des gènes. L'opposition entre les deux points de vue risque donc de durer, mais elle ne pourra être résolue que par le dialogue, et la définition de normes qui feraient consensus. Ceci étant, il ne faut sans doute pas se cacher le fait que l'on ne pourra pas tracer des frontières empêchant le mélange

génétique entre cultures ogm et non ogm, et donc le consensus sur les degrés d'acceptation de présence de gènes ogm dans des récoltes non ogm va être difficile à trouver.

Mission Agrobiosciences : Il existe une question plus générale que soulève le débat sur la question des ogm : le débat sur l'artificialisation de la vie. On élargit le débat mais je crois que l'on n'est pas très éloigné du sujet

M.G. : C'est une question importante que chacun peut se poser et qui est d'ordre éthique, notamment en ce qui concerne le franchissement de la barrière d'espèce. Certains la formulent en termes de rupture dans l'histoire de la vie. Mais ce n'est pas une question entièrement nouvelle. Certes, il est nouveau de modifier radicalement le génome, mais l'espèce humaine a déjà contribué à modifier de manière extrêmement radicale l'équilibre des espèces vivantes et leur distribution géographique, ainsi que l'évolution des écosystèmes. L'anthropisation des écosystèmes par l'accroissement de la population humaine est un fait qui bouleverse la diversité biologique et provoque une véritable extinction des espèces tant le phénomène est rapide. Les sociétés ne font donc que modifier en profondeur le monde vivant et en artificialiser le fonctionnement par l'utilisation de molécules intervenant directement dans l'équilibre entre espèces. Bien sûr, les bouleversements passés ne justifient pas que l'on prenne des risques supplémentaires en manipulant directement la matière vivante. La question est donc de savoir ce qu'entraînerait une modification artificielle profonde et accélérée du génome des plantes cultivées et du génome animal. Certes, on peut ressentir un certain malaise devant une perspective de généralisation de la transgénèse. Mais ce qui est actuellement en cause, ce n'est que l'utilisation de la transgénèse pour quelques cas particuliers. Mais il y a bien évidemment une question de principe, et elle suscite des réactions émotionnelles. Et quand on passe au stade non plus de l'émotion mais de la peur, le dialogue entre les différents points de vue est là encore difficile parce que il se déroule sous la pression de ceux qui ont des idées déterminées et qui finalement en arrivent à ne pas accepter la discussion car elle peut mettre en péril leurs certitudes. Dès lors que l'on est dans la question de principe, comme toute question éthique, il ne faut pas se forcer à trancher rapidement. Il ne peut y avoir de réponse qu'à la suite de discussions et du dialogue entre les parties pour dépasser et transcender le débat. Quand on est confronté plus directement à un choix opérationnel, celui de réaliser des transgénèses ou pas, là encore on est ramené à une situation de « cas par cas » et le choix éthique repose sur la connaissance que l'on peut avoir a priori des effets positifs et négatifs de la décision. Et donc si l'on accepte la transgénèse au cas par cas pour résoudre telle ou telle question, il faut s'interroger sur les enjeux, les conséquences prévisibles et la nature des risques. Quelles précautions faut-il prendre ? Est-ce que l'enjeu est à la mesure des risques éventuels ? On voit bien que sur des questions de cet ordre, il faut beaucoup de réflexion, de sagesse, mais aussi de la transparence. La décision devrait se prendre de manière collective et d'une manière ou d'une autre sous l'œil de la société. Je crois qu'il faudrait limiter l'utilisation de la transgénèse aux situations de grands enjeux pour la société et en dernier recours après avoir envisagé d'autres solutions, et dans un contexte de précaution systématique. Si un tel contexte avait prévalu, je ne crois pas par exemple qu'on aurait abouti à utiliser la transgénèse pour produire des sojas résistants au glyphosate. Mais si, par exemple, il n'y a pas d'autre moyen satisfaisant que la transgénèse pour introduire des caractères de résistance à la sécheresse dans des plantes de première importance alimentaire dans des pays que le changement climatique va assaillir, alors, pourquoi ne pas le faire ? Bien sûr avec prudence.

J'insiste sur le fait que de telles décisions concernent la société toute entière, pas seulement les scientifiques. Mais quand on parle de société, il ne s'agit pas de la réduire à de simples organisations autoproclamant leur légitimité à parler sur cette question, ni d'ailleurs aux seules administrations de l'Etat dans la mesure où l'Etat reste avant tout un lieu de rapport de forces. Il faudrait constituer des lieux de débat où se concentrent la connaissance des enjeux et la sagesse. La conférence citoyenne sur les OGM a été un premier pas dans cette direction. Mais, même si proposer la prudence et le débat citoyen me semblent réalistes, il faut rappeler que cela résulte du fait qu'il s'est installé un climat de peur et d'hostilité dans la société qui est peut être disproportionné. Il y a, fort heureusement pas de catastrophe dans le domaine de la transgénèse. En revanche, la même peur et la même agressivité ne se manifeste pas toujours à l'encontre de risques avérés ou fortement pressentis comme par exemple les conséquences de certaines molécules pesticides. Il faudrait donc qu'il y ait moins de distorsions dans le traitement relatif des différents risques potentiels liés à l'innovation technologique.

Mission Agrobiosciences : Alors comment instruire le débat ogm aujourd'hui ?

M.G. : Le débat a maintenant lieu dans la recherche publique et c'est un point important car les premières transgénèses ne faisaient semblant d'être un débat. J'ignore comment cela se passe concrètement dans les firmes, mais n'oublions pas que certaines d'entre elles ont des chartes éthiques très intéressantes. Les chercheurs du secteur public ont été surpris par la violence de certaines organisations condamnant les ogm. Depuis, ils ont tendance à s'auto-censurer ce qui est dommage et finalement assez grave. D'abord parce que la violence des organisations autoproclamées ne doit pas être l'élément principal dans la décision. Ensuite parce que la transgénèse peut dans certains cas être une solution utile sans effet potentiellement négatif. Enfin parce que la recherche privée continue et que la recherche publique peut être distancée par la recherche privée. Il ne pourra y avoir un véritable débat sur les éventuels dangers que dans la mesure où la recherche publique et la recherche privée avancent à des rythmes voisins de façon à ce qu'il y ait une véritable capacité publique à comprendre ce qui se passe dans le privé qui, comme vous le savez dispose de moyens importants. Donc, l'attaque qui est menée par certaines organisations contre la recherche publique est inintelligente et totalement contre productive.

Le débat a lieu dans la recherche et c'est une très bonne chose. Un des dangers est en effet ce que certains qualifient de « technoscience » c'est-à-dire le fait de pratiquer une science qui s'emballerait, fascinée qu'elle serait par l'usage intensif de nouvelles technologies scientifiques et oubliant de vérifier à chaque pas les enjeux et les risques de la démarche. En un mot, une science oubliant la conscience et le fait qu'elle doit rester contrôlée par la société d'une manière ou d'une autre.

Il faut donc que la recherche sorte du monde de la recherche pour aller vers le monde des citoyens. Dans la rencontre entre la recherche et les citoyens, on trouve bien évidemment entre les deux les médias, et les médias rapportent les débats. Ces débats sont souvent conçus pour attirer les spectateurs et sont souvent mis en scène pour être des combats : ils amplifient les peurs et contribuent à diviser les parties et figer les conflits plutôt qu'à aider au dépassement. Il y a aussi les reportages qui sont des œuvres d'auteurs, fatalement incomplètes, souvent techniquement approximatives et reflétant de toutes manières le point de vue des auteurs. Dans tous les cas, il faut au spectateur-citoyen, pour s'assurer d'un peu de distance, des clés de décryptage car on est inévitablement dans le champ de la manipulation. Ces clés, il est très difficile de les avoir et l'on ne peut s'empêcher soit même de faire preuve d'une bonne part de crédulité quand on reçoit des informations. Cela ne va pas dans le sens de

la distance et de la sagesse qui sont nécessaires pour approfondir ces questions de responsabilité scientifique. Il existe les conférences de citoyens et la commission du débat. C'est une formule intéressante parce qu'une conférence de citoyens est fondée sur un principe équivalent à celui d'un jury en justice. L'on choisit un peu au hasard des citoyens pour leur confier l'analyse d'une question et rendre un avis après ample information afin de le proposer à la société. Mais la puissance de communication des parties prenantes d'un débat, et le relais amplificateur qui est assuré par les médias peuvent ruiner l'effort de dépassement et de sortie par le haut proposé par une conférence de citoyens. Qui se souvient aujourd'hui des avis tempérés et clairvoyants de la conférence de citoyens sur les OGM ? Le rapport de force devant les portes de l'Etat a été préféré au dialogue. C'est une régression qui me semble grave dans l'ordre de la démocratie. En effet, c'est finalement une préférence pour la violence à la recherche de voies de sortie. On peut ainsi aboutir à la dépréciation des conférences de citoyens et donc des mécanismes de confiance dans la société pour résoudre les contradictions. Il me semble important, d'une manière générale, pas seulement pour la résolution des conflits scientifiques et technologiques, de faire en sorte qu'il y ait dans la société de solides mécanismes d'information et de confiance.

Une hypothèse pour avancer serait aussi de mieux théâtraliser les débats. Les conflits modernes ont eux aussi quelque chose de la grande tragédie grecque. Faire en sorte que tous les personnages soient là et aillent au bout de la logique de leur rôle. Faire en sorte qu'une pièce s'écrive et que tous écrivent la pièce, la pièce reflétant le débat dans sa nature profonde. La pièce de théâtre étant l'expression du débat éthique dans lequel chaque acteur représente une option dans la société. Il est nécessaire pour cela que tous les protagonistes soient sous les feux de la rampe et acceptent de s'exposer directement face à la société. Pour le moment, cela n'existe pas et le risque serait grand que tous les acteurs de la pièce parlent en langue de bois, restent cantonnés dans des plaidoyers-blocus, et privent le spectateur du dernier acte, celui du dénouement. Par exemple quand je disais au début qu'il fallait analyser la question au cas par cas, il m'est arrivé d'avoir devant moi des militants anti-ogm qui considèrent, dans leur combat de positions, que face à ce point de vue, il faille alors faire donner l'artillerie, car sorti de l'opposition directe et s'engager dans une voie de dialogue risque de déboucher sur des avis nuancés alors que l'essentiel est de gagner totalement le débat en écrasant l'autre sous la répétition et le poids des arguments, bref, aller pleinement dans le rapport de force intellectuel. Les débats de ce genre ne sont pas faits pour qu'il y ait les conditions d'un dialogue mais d'un combat. Fatalement tout combat se termine par un vainqueur et un vaincu. Dans le cas des ogm, cela ne pourra sans doute pas être le cas ; il faudra bien revenir au dialogue sans langue de bois, sans chausse trappe, et en dehors de toute conception combattante. Dans notre pays la question des ogm est posée comme beaucoup d'autres questions: pourquoi préférer l'affrontement au débat ? C'est une question à laquelle je n'ai malheureusement pas de réponse.

Le dernier recours, comme il faut bien trancher le débat, appartient aux élus. C'est le rôle du politique. Or, le politique a beaucoup fui sur ces questions et laissé la justice juger à partir des lois. Cela depuis trop longtemps et l'on n'évolue pas : certaines organisations continuent à arracher des ogm, la recherche publique reste attentiste, les entreprises vont expérimenter ailleurs, tout est figé. Nous reculons dans la qualité du débat. Les risques de violence augmentent entre les faucheurs volontaires et les producteurs d'ogm. L'attente est la pire des solutions.

Au fond on pourrait dire sur cette question des ogm comme sur toutes les grandes questions qui divisent la société dans le cadre de la démocratie, qu'il faudrait créer un parti du débat. Un

parti qui n'ait aucune envie de participer au pouvoir et dont l'objet serait simplement de favoriser le débat et de créer plus de démocratie, et non de l'affrontement.